« **La communauté LGBT d'Afrique, plus forte ensemble** »

mardi 3 juillet 2018, par [THOMPSON Linda](#) (Date de rédaction antérieure : 11 juin 2018).

Kasha Jacqueline Nabagesera est l'une des principales activistes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexuels) sur le continent africain. Elle est l'un des membres fondateurs du mouvement LGBTI ougandais et a joué un rôle déterminant dans la suppression de la législation anti-gay draconienne en 2014 qui s'est fait connaître sous le nom de projet de loi « Tuer les gays » (le projet de loi appelait à condamner à la peine de mort toute personne reconnue coupable d'« homosexualité aggravée »), conférant au pays une notoriété par-delà ses frontières. Dans une interview accordée à Equal Times avant la conférence de l'ILGA panafricaine (l'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexuels ou Pan Africa ILGA) à Gaborone, au Botswana, Jacqueline Nabagesera a discuté des raisons pour lesquelles, cette fois-ci, les législateurs ougandais adoptent une approche plus subtile, mais plus dangereuse et pourquoi elle considère son combat comme une lutte panafricaine avant tout.

En quoi est-il utile de rencontrer des activistes de tout le continent à la conférence panafricaine de l'ILGA ?

Nous avons des réseaux au sein de la communauté LGBT en Afrique : nous avons le réseau des hommes homosexuels, nous avons le réseau des transsexuels, nous avons le réseau des travailleurs du sexe, nous avons la Coalition des lesbiennes africaines. Et nous nous réunissons tous sous l'égide d'un réseau unique au niveau du continent : l'ILGA panafricaine. [Je suis ici] pour réfléchir à ce que nous avons accompli au cours de ces deux dernières années. Tous les deux ans, notre continent se réunit et nous célébrons nos réussites. Nous nous penchons sur les meilleures pratiques : « *Que pouvons-nous copier de ce pays ? Qu'ont-ils obtenu ?* » Parce que même si nous provenons tous de pays différents, nous partageons tant de similarités. Lorsqu'il s'agit d'arguments tels que « *l'homosexualité est anti-africaine* », lorsqu'il s'agit de religion, lorsqu'il s'agit de culture. Nous partageons tout cela, donc nous devons partager les ressources, les compétences et les connaissances dont nous disposons.

Par ailleurs, il est important pour nous de rester au fait de ce qui se passe sur le continent africain, car nous savons que nous sommes plus forts lorsque nous nous unissons. En effet, nous avons vu nos politiciens se copier les uns les autres et il est donc très important de suivre de près ce qui se passe dans les autres pays.

Comment décririez-vous votre stratégie en tant qu'organisatrice ?

J'ai vu de nombreux mouvements disparaître du continent, car leurs dirigeants ne sont plus actifs, sont morts ou ont quitté le continent. Je ne veux pas que cela arrive au mouvement ougandais. C'est donc pour cette raison qu'après 10 ans, j'ai décidé de quitter l'organisation que j'ai créée [Freedom and Roam Uganda, ou FARUG], afin que d'autres personnes puissent la diriger pendant que je peux encore donner un coup de main. Je reste proche de la FARUG et donc, dès qu'ils ont besoin d'un

conseil, il leur suffit de me passer un coup de fil. Je voudrais que le mouvement continue, et ce, même si nous ne sommes plus là demain. Voilà pourquoi je suis heureuse de faire partie de la fondation, de voir que les autres membres ne doivent pas répéter les mêmes erreurs que celles que nous avons commises, mais qu'ils en tirent plutôt des leçons.

Je crois comprendre que l'homosexualité est un crime en Ouganda, mais quel est précisément le type de comportement considéré comme illégal en vertu de la législation nationale ?

« *Les actes de relations charnelles contre l'ordre de la nature*, » de l'article 145 du Code pénal ; c'est l'argument utilisé pour poursuivre ma communauté. C'est une loi britannique qui existe dans toutes les anciennes colonies ; vous allez en Jamaïque, en Asie, en Afrique, en Inde... c'est la même chose. En tant qu'anciennes colonies, nos gouvernements l'ont utilisée pour criminaliser les homosexuels. Elle prévoit des peines allant d'un minimum de trois ans jusqu'à la réclusion à perpétuité.

Comment cette loi se rattache-t-elle à la loi de 2014, connue sous le nom de loi « *Tuer les gays* » ? Cette loi a été rejetée pour des raisons de procédure grâce à vos efforts et à ceux d'autres activistes, mais des rumeurs disent que le gouvernement tente de la réintroduire ?

S'ils ont tenté de faire adopter des lois plus sévères en Ouganda, c'est qu'il est très difficile de déterminer qui pratique « *des actes de relations charnelles contre l'ordre de la nature* ». La loi est très claire : il faut être pris en flagrant délit. C'est pour cette raison qu'ils ont essayé de faire passer cette loi plus sévère ; parce que nous en connaissons les échappatoires et qu'ils voulaient nous empêcher de faire valoir nos droits. Parce que, justement, cet article ne peut pas nous empêcher de faire valoir nos droits. En vertu de la loi de 2014, même le simple fait de ne pas signaler un homosexuel était punissable par la loi et mes déplacements pour discuter des questions LGBT auraient donc été illégaux.

La loi en question a été adoptée, mais annulée la même année quand nous avons présenté une motion au tribunal. Comme le gouvernement estime que nous avons été épargnés, il essaie désormais de déposer un projet de loi différent. Désireux de ne pas attirer le même type d'attention que celle qu'ils avaient reçue de la part de la communauté internationale en 2014, ils utilisent une terminologie très astucieuse pour que personne n'y prête attention.

Que voulez-vous dire ?

Ils ont tiré les leçons de la loi « *Tuer les gays* ». Donc, ils déposent des lois avec des formulations et des titres plus attrayants afin que les gens pensent qu'ils soutiennent des lois anti-pornographie par exemple. Tous seraient en faveur de lois contre la pornographie. Mais en lisant le contenu des lois qu'ils sont en train de déposer à nouveau, ils luttent contre la société civile ; ils luttent contre les minorités sexuelles ; ils luttent contre les femmes. C'est la nouvelle tendance que nos parlementaires utilisent, dans le but de ne pas attirer l'attention de la communauté internationale. Voilà donc pourquoi il est important que nous nous battions vraiment pour que la nouvelle loi n'arrive pas au Parlement. Parce que si elle y arrive, elle sera adoptée.

Quels sont les moyens de pression dont vous disposez pour empêcher le projet de loi d'atteindre le Parlement ?

Nous faisons énormément de lobbying. Nous tirons parti de notre réseau pour faire pression sur les parlementaires afin qu'ils parlent à leurs collègues députés et mettent fin à cette absurdité et à cette folie. Nous utilisons nos réseaux politiques, donc, par exemple, les missions diplomatiques nous

aident à exercer ces pressions. Parce que nous ne menons pas ce combat seuls. Certains parlementaires soutiennent les droits des LGBT. Nombre d'entre eux en ont payé le prix politique et n'ont pas été réélus au Parlement lorsqu'ils nous ont aidés à saisir la Cour constitutionnelle dans le but d'[annuler le projet de loi de 2014]. Peu importe qu'il s'agisse d'un représentant de l'Église, d'une personnalité médiatique ou d'un politicien, chaque fois que quelqu'un exprime ouvertement son soutien aux droits des LGBT, il en paie le prix ; à l'instar des activistes.

Pourquoi pensez-vous que le gouvernement s'obstine à présenter l'homosexualité comme une menace pour les valeurs familiales traditionnelles ?

Cette formulation est étrangère à la langue ougandaise. La « *protection des valeurs familiales traditionnelles* » est une formule qui vient des chrétiens évangéliques des États-Unis. Il s'agit du discours qu'ils répandent à travers le monde entier en ciblant spécifiquement les pays où le christianisme est très enraciné. Partout où vont ces évangéliques, des lois anti-propagande sont adoptées dans la foulée. Nous ne devons pas seulement changer les lois cependant ; nous devons aussi changer les mentalités.

Comment comptez-vous vous y prendre ?

Nous utilisons mes plates-formes médiatiques ([Kuchu Times](#) et [Bombastic Magazine](#)) et nous continuons à entretenir un dialogue avec nos oppresseurs. Tant que les mentalités des gens n'ont pas changé, vous n'avez rien fait. C'est la raison pour laquelle nous essayons de partager nos témoignages et de sensibiliser les gens au sort des personnes LGBT, des travailleurs du sexe et des femmes. Ce changement de mentalités prendra des années et des années, mais nous ne voulons pas devenir comme l'Afrique du Sud, où les lois criminalisant l'homosexualité ont été modifiées, mais pas les mentalités ; ce qui explique la recrudescence des crimes haineux dans ce pays.

Êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

Nous avons déjà parcouru un long chemin. Lorsque nous avons commencé, nous n'étions que quelques activistes. Aujourd'hui, le mouvement affiche des dizaines de visages parce que les gens sont prêts à se distinguer et se faire entendre, de sorte que cette visibilité constitue déjà un succès pour nous. Avant, les gens avaient peur de discuter en public de l'homosexualité, mais maintenant, les gens ne chuchotent plus dans les cafés ; ils discutent ouvertement de ces sujets. De plus, nous avons bâti un solide réseau d'alliés à travers le monde. Au début, nous n'avions rien de tout cela ; nous n'étions que de jeunes activistes qui ne fréquentaient plus l'école. Certains d'entre nous avaient abandonné les études, d'autres étaient sans abri. Nous nous sommes servis de notre passion pour faire le travail. Mais maintenant, avec cette passion, des connaissances et même des ressources, nous sommes à un autre niveau. Alors, croyez-moi, le mouvement a changé. Bien sûr, les retours de flamme se sont multipliés au fil des ans. Plus nous sommes visibles, plus on nous attaque, mais c'est inhérent à notre combat.

Linda A. Thompson

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/la-communaute-lgbt-d-afrique-plus#.WzrxrWAbIW>